

REPUBLIQUE FRANCAISE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
78, rue de Varenne
75349 Paris 07 SP

**DIRECTION des POLITIQUES
ECONOMIQUE et INTERNATIONALE
Service de la Production et des Marchés
Sous-Direction des Productions Végétales**

**3, Rue Barbet de Jouy - 75700 PARIS
Bureau du vin, du cidre et des spiritueux à
base de vin et de pomme
☎ : 01 49.55.45.55
📠 : 01 49.55.50.75**

CIRCULAIRE

DPEI/SPM/C2000-4028

Du : 12 MAI 2000

Classement :

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

à

**MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS
M. LE DIRECTEUR DE L'ONIVINS**

**OBJET : Aide aux viticulteurs des départements de l'Aude, de l'Hérault
et des Pyrénées orientales sinistrés par les intempéries du
mois de novembre 1999.**

DATE DE MISE EN APPLICATION : Immédiate

POUR EXECUTION

- Monsieur le Préfet de région de Languedoc- Roussillon
 - Messieurs les Préfets des départements de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées Orientales
 - Monsieur le Directeur Régional de l'Agriculture et de la Pêche de Languedoc-Roussillon
 - Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées Orientales
-

Au cours du mois de novembre 1999, de violentes intempéries se sont abattues sur le sud de la France, notamment sur les départements de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées Orientales, causant d'importants dégâts au niveau des vignobles de ces trois départements.

La présente circulaire a pour objet de définir les modalités du soutien apporté par les pouvoirs publics aux viticulteurs sinistrés de cette région pour les aider à reconstituer leur outil de production.

Cette intervention complète le dispositif mis en place au titre du Fonds d'indemnisation de calamités agricoles.

Dans le cadre de cette intervention, l'ONIVINS participera au financement des investissements par les viticulteurs sinistrés relatifs :

- à la remise en état des vignobles partiellement dégradés,
- à la reconstitution des vignobles détruits,
- au renouvellement de certains matériels viticoles,
- aux caves particulières et caves coopératives.

I – INVESTISSEMENTS ELIGIBLES ET MONTANT DE L'AIDE

1 - Remise en état des vignobles partiellement dégradés

Afin de faciliter la réalisation des travaux de remise en état des vignobles partiellement dégradés, une aide représentant en moyenne 5 000 F/ha est mise à la disposition des viticulteurs dont l'exploitation est éligible au fonds des calamités et qui s'engagent à effectuer les travaux avant le 30 septembre 2000.

Cette aide pourra faire l'objet d'une modulation dont le montant compris entre 1 000 F et 10 000 F maximum/ha, varie en fonction de l'importance et du degré des dégâts constatés sur le terrain.

Pour chaque producteur, le montant de l'aide est arrêté sur la **base des propositions d'indemnisation établies par les D.D.A.F. des départements concernés, au titre des calamités agricoles.**

A cette fin, les D.D.A.F. communiquent aux services de la Délégation Régionale de l'ONIVINS du Languedoc Roussillon, la liste des sinistrés susceptibles de bénéficier de cette mesure, faisant notamment apparaître pour chacun d'entre eux, le montant de l'aide proposé.

La moyenne de l'aide à l'hectare calculée au niveau de chaque département ne peut être supérieure à 5 000 F/ha.

La superficie des vignobles pouvant bénéficier de cette mesure est plafonnée à 5 000 ha.

2 - Reconstitution des vignes détruites

Sont concernés les vignobles entièrement détruits et nécessitant de ce fait des travaux de préparation des sols et leur replantation.

Deux cas de figures sont envisagés :

a) Les travaux (préparation du sol et replantation) sont réalisés avant le 31 juillet 2000

Dans ce cas, une aide forfaitaire de 40 000 F/ha est versée. Elle est majorée d'une somme de 6 000 F/ha pour les jeunes viticulteurs.

b) Le vignoble n'a pas pu être reconstitué avant le 31 juillet 2000, mais le viticulteur s'engage à le faire avant le 31 juillet 2002.

Pour les viticulteurs n'ayant pu reconstituer leur vignoble avant le 31 juillet 2000, mais s'engageant à le faire avant le 31 juillet 2002, une aide à la reconstitution des sols sera versée, sous réserve **que la constatation des travaux à réaliser ait été faite avant le 31 juillet 2000 et que les travaux d'arrachage soient effectués avant le 31 décembre 2000, ou que l'enlèvement des vignes sous l'effet des eaux ait été constaté avant cette date.**

L'aide est égale à 50 % du coût des travaux et plafonnée à 25 000 F/ha.

Le versement de cette aide s'effectuera sur présentation des justificatifs correspondants (factures acquittées), accompagnée de l'attestation d'arrachage de la ou des parcelles concernées ou du constat officiel de la disparition des vignes.

Cette aide à la reconstitution des sols peut donner suite **le cas échéant à la prime communautaire à la replantation prévue à partir de la campagne 2000 – 2001.**

Dans l'hypothèse où la plantation ne pourrait s'effectuer sur la parcelle sinistrée, il sera admis à titre dérogatoire que cette dernière soit faite sur une autre parcelle.

La superficie des vignobles pouvant bénéficier de cette mesure est plafonnée à 200 ha, pour les opérations réalisées avant le 31 juillet 2000, et à 1 500 ha pour les opérations de replantation réalisées avant le 31 juillet 2002.

3 - Renouvellement de matériel viticole

Tout viticulteur reconnu sinistré et pouvant justifier de la destruction d'une partie ou de la totalité de son matériel viticole, peut bénéficier d'un soutien financier destiné à faciliter l'acquisition d'un matériel de remplacement.

Cette aide, dont le versement est subordonné à la présentation des factures acquittées, est fixée à 50 % du prix d'achat (matériel neuf seulement), et plafonnée à 15 000 F par exploitation.

Les dossiers de demandes d'aide doivent être déposés à la Délégation régionale de l'ONIVINS du Languedoc Roussillon avant le 30 octobre 2000.

4 - Soutien aux caves coopératives et caves particulières

Une aide spécifique sera mise en oeuvre pour faciliter le réinvestissement dans les caves coopératives et les caves particulières sinistrées.

Le bénéfice de l'aide est réservée aux exploitations ou entreprises de transformation spécialisées dans la filière, se trouvant dans les zones déclarées sinistrées et ayant engagé une procédure d'indemnisation au titre de ce sinistre.

L'aide complète les indemnisations versées, ou à attendre, par les sociétés d'assurance, sur la base d'un renouvellement à l'identique des investissements perdus. Dans le cas d'un remplacement à l'identique, l'aide vise donc normalement (en l'absence d'autres aides publiques) à compenser l'application par les sociétés d'assurance d'un coefficient de vétusté sur la valeur de remplacement des biens.

Les critères d'éligibilité et les taux d'aide par type d'investissement sont définis par la Commission administrative de suivi, sur la base :

- a) de ceux retenus dans le cadre de la procédure d'attribution de la POA pour le secteur coopératif ;
- b) de ceux retenus dans le cadre des contrats de plan pour l'aide aux investissements dans les caves particulières.

Les dossiers de demandes d'aide doivent être déposés avant le 31 juillet 2000.

II – BENEFICIAIRES DES AIDES

Le bénéfice des aides est réservé aux exploitations ⁽¹⁾ éligibles au Fonds des calamités au titre du sinistre de novembre 1999 et concerne les viticulteurs à titre principal dont la production de vin représente au moins 80 % du produit brut théorique de l'exploitation retenu pour les calamités.

¹ mais aussi les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC), les exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) et les autres personnes morales ayant pour objet l'exploitation d'un domaine agricole et dont plus de 50 % du capital sont détenus par des exploitants agricoles à titre principal,

III – CONSTITUTION DES DOSSIERS ET PROCEDURE

Les viticulteurs souhaitant bénéficier du soutien financier apporté par l'ONIVINS retirent les formulaires de demande d'aide auprès de la Délégation Régionale de l'ONIVINS du Languedoc-Roussillon ou de leurs instances représentatives. Le demandeur indique les aides ou remboursements sollicités auprès d'autres organismes (collectivités territoriales, assurances).

Ces documents doivent être adressés à la Délégation Régionale du Languedoc-Roussillon le plus rapidement possible, qui après en avoir effectué l'instruction s'assure sur le terrain (et auprès des services des D.D.A.F. des départements concernés) de l'exactitude des déclarations fournies.

Une commission administrative de suivi, réunissant les services déconcentrés du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche dans la région et les départements concernés, et ceux de l'ONIVINS, veille à la bonne coordination de cette intervention avec celle liée aux calamités, et traite éventuellement des cas particuliers.

La Sous-Directrice des Cultures
Et des Produits Végétaux

Marie-France CAZALERE